RASSEMBLEMENT 7 SEPTEMBRE 2021

Tout d'abord un grand merci à celles et ceux qui sont là aujourd'hui

Un grand merci en particulier à nos collègues qui font preuve de courage en se mobilisant pour défendre nos droits, notre accès aux soins, la solidarité et la justice sociale.

Merci à la population qui est là pour les soutenir ça fait chaud au cœur, nous avons besoin de nous serrer les coudes, de savoir que vous êtes à nos côtés car notre combat est juste.

Un grand merci pour savoir résister aux tentatives de clivage et professionnellement, en toute conscience savoir respecter dignement les choix de chacun et chacune.

Depuis le rassemblement du 1er juillet le constat désastreux reste le même

Usure et colère des personnels
Vague de démissions Absentéisme en hausse
Pénurie médicale Manque de personnel
Dégradation des conditions de travail
Fermeture des urgences
Fermeture de lits de médecine et de chirurgie

Pire avec l'instauration de l'obligation vaccinale, il risque de s'aggraver

Plusieurs sujets d'actualités nous amènent à nous retrouver aujourd'hui pour cette première journée de mobilisation

Premièrement notre opposition à la mise en place du pass-sanitaire et de l'obligation vaccinale

Sans aucune équivoque les élu.e.s CGT de la polyclinique rappellent leur position :

La vaccination est l'un des moyens de prévention mais nous sommes contre la vaccination obligatoire et nous dénonçons fermement la mise en œuvre du pass-sanitaire. Il pénalise les professionnels par un dispositif généralisé de contrôle, de surveillance et de contraintes. La loi

du 5 août est une brèche inacceptable au droit du travail, déjà bien mis à mal par Macron depuis 2016.

C'est une atteinte sans précédent au droit du travail. C'est un passe anti social qui creuse les inégalités et fracture la société.

Le pass-sanitaire stigmatisant, culpabilisant, opposant les gens entre eux est inacceptable. Dans les établissements de soins il génère discriminations aux soins et va accroître l'absentéisme. L'obligation vaccinale n'apporte aucune solution. Au contraire, par manque de personnel, alors que des services de soins et des lits continuent à être fermés, des collègues, nos collègues, risquent la suspension de leur contrat de travail sans rémunération. Nous avons demandé à notre direction de prendre ses responsabilités et au vu des problèmes de sous-effectifs que nous connaissons déjà, des besoins en personnel pour reprendre les activités et éventuellement faire face à une 4ème vague les élu.e.s CGT du CSE demandent à ce qu'il n'y ait pas de suspension de travail pour les salarié.e.s ne présentant pas le passe sanitaire et l'obligation vaccinale dans les délais mais un renforts des gestes barrières pour ces salarié.e.s. Ces mêmes salarié.e.s ont participé, sans faillir, depuis le début de la crise sanitaire à la prise en charge des patients. Ils ont été applaudis et maintenant ils risqueraient d'être suspendus, licenciés ?

C'est inacceptable et nous ne resterons pas les bras croisés à assister à ce désastre sans les défendre par tous les moyens.

Deuxième raison l'offre de soin sur le département

Le service des urgences sur la polyclinique est toujours fermé ; Fin juin la direction nous avait annoncé une fermeture temporaire et exceptionnelle pour juillet août ; Le 2 septembre, dans un mail laconique elle nous informe que la fermeture du service des urgences d'Ormeau Centre se prolonge jusqu'au 30.09.21 et qu'elle nous tiendra au courant du devenir de ce service à compter du 01.10.21 dès que possible. Lors de la rencontre avec l'ARS, à la préfecture le 6 juillet, aucune réponse claire et transparente. Une table ronde doit se tenir en septembre, à nouveau en préfecture, en présence d'élu.e.s locaux. Cette situation, inacceptable impacte la population, qui voit l'accès aux soins sur le département se réduire à une peau de chagrin et nos collègues sans réponse sur leur avenir professionnel.

Les décideurs, les élu.e.s doivent prendre leur responsabilités car cette situation ne peut plus durer. Cette fermeture temporaire devait paraît-il permettre le maintien H24 du service de Bagnères-de-Bigorre. Or à nouveau ce service ferme régulièrement. Nous n'attendons pas de cette table ronde de long discours statistiques stériles. Nous exigeons des mesures fortes qui répondent à nos revendications et permettent d'assurer le maintien de l'ensemble de l'offre de soins nécessaires aux besoins de la population. Nos actions continueront tant que cela sera nécessaire.

Ces inquiétudes sont partagées par toutes et tous y compris le corps médical que nous avons contacté avec la volonté d'ouvrir un dialogue et un échange sur l'analyse de la situation et les pistes de solutions. Ils en ont pris note mais n'ont pas souhaité répondre favorablement à notre demande que nous renouvelons.

Il leur appartient de bien vouloir engager un dialogue partagé et constructif.

Les inquiétudes sont les mêmes dans d'autres unités de soins, oncologie, pneumologie, chirurgie faute de personnel ? Mais quelles sont les plans d'actions de la direction pour agir et redonner de l'attractivité à nos métiers ? Aucun.

Notre direction, qui reste très floue sur ces différents sujets doit, carte sur table annoncer clairement ces intentions et projets.

Notre président de la république, quant à lui, reconnaît que les salaires sont un problème en France dans des secteurs en tension mais il s'en remet aux employeurs. Pensez-vous réellement que les actionnaires d'ELSAN aient l'intention de valoriser les travailleuses et travailleurs ?

Ou préfèrent-ils financer le rachat de 17 cliniques supplémentaires en France et la construction d'une 3ème clinique au Maroc ? Et augmenter le tarif de leurs « prestations » ?

En tout cas lors des négociations annuelles obligatoires la direction refuse toute valorisation salariale. Nada pour les travailleuses et les travailleurs. Aucune reconnaissance. Le mépris en récompense.

Que dire des liens croisés entre les différents actionnariats, cliniques privées, assureurs, laboratoires pharmaceutiques, pouvoirs politiques, qui expliquent en grande partie la défiance de la population et des professionnels de santé.

Il n'est pas trop tard pour influer sur les décisions grâce à nos mobilisations pour plus d'égalité, de fraternité, de justice sociale.

Seul, petit syndicat CGT de la polyclinique de l'ormeau nous ne changerons pas la donne et les décisions prises par les ARS et les directions. Cette journée ne peut être la seule et nous devons être de plus en plus nombreux car *nos droits, notre santé ne se négocie pas*

Faisons entendre ensemble notre voix partout dans les entreprises et services publiques.

A nos collègues qui peuvent se retrouver en difficultés, ne restez pas isolé.e.s, nous sommes là pour vous soutenir et vous accompagner.